



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

14N: NON À L'EUROPE DE L'AUSTÉRITÉ!



GRÈVE GÉNÉRALE

» RENAULT-VILVORDE,
SABENA, FORD-GENK...
BRISONS LA LOGIQUE DU
CAPITAL!

[page 4]

» 14-N : UNIR LES
TRAVAILLEURS EUROPÉENS
DECLARATION DE LA LIT-QI

[page 6]

» BELGIQUE: DE QUEL
SYNDICALISME ÉTUDIANT
AVONS-NOUS BESOIN ?

[page 9]

» SNCB : SOCIÉTÉ INTÉGRÉE
ET GRÈVE EUROPÉENNE

[page 12]

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE EUROPÉENNE !

Les élections communales

Au-delà des urnes, soutenir la lutte des travailleurs

Les élections communales du 14 octobre dernier étaient présentées par la presse bourgeoise comme « déterminantes pour l'avenir de la Belgique », les résultats de la N-VA étant attendus avec grande impatience. Ces résultats ont évidemment une signification particulière pour les discussions institutionnelles en Belgique, mais ce serait une erreur de se centrer seulement sur la N-VA.

Il y a plusieurs éléments à analyser dans ces élections : le grand écart entre la N-VA et les autres formations bourgeoises en Flandre, les résultats du PS et du MR en Wallonie et à Bruxelles, les coalitions pour le poste de bourgmestre, qui montrent à quel point le choix de la population ne compte guère pour la bourgeoisie, ou les résultats des formations d'extrême droite ou de la droite radicale. Mais nous n'allons pas nous étendre ici sur ces aspects.

Il est important pour nous, aujourd'hui, de savoir ce que

ces élections ont apporté ou peuvent apporter à notre classe. Pour cela, il nous semble nécessaire de nous positionner par rapport aux résultats de l'extrême gauche et des listes alternatives qui se sont présentées et qui ont obtenu des élus.

En effet, si nouveauté il y a, c'est l'importance des voix obtenues par ces listes. La liste VEGA (verts de gauche) a obtenu un élu à Liège, la liste Egalité a obtenu un élu à Bruxelles et d'autres listes ont obtenu des résultats importants.

C'est surtout le PTB qui marque une victoire importante avec plusieurs élus : à Bruxelles, dans les communes de Molenbeek et de Schaerbeek ; en Wallonie, à La Louvière, à Charleroi, à Mons et à Liège ; en Flandre, à Anvers (deux élus), à Zelzate, à Genk et à Lommel.

Après cette victoire, il s'agit surtout maintenant de savoir comment ces élus vont aider les travailleurs à avancer dans

leurs luttes. En effet, alors que le gouvernement avance dans l'application des plans d'austérité, dictés par la Troïka, c'est maintenant que ces élus doivent prouver qu'ils sont du côté des travailleurs, au-delà des urnes.

Les actions et les manifestations du 14 novembre ne sont qu'un premier pas dans la lutte contre ses plans, et contre le gouvernement Di Rupo, responsable de leur application.

Notre tâche est maintenant de coordonner tous ses secteurs en mobilisation pour élaborer un plan de lutte jusqu'au retrait des mesures annoncées. Nous devons exiger aux élus de l'extrême gauche et des listes « alternatives » de mettre tous leurs moyens politiques et financiers à disposition de cette tâche pour garantir la victoire de nos luttes. Leurs engagements doivent dépasser la sphère électorale, ils doivent être avec les travailleurs dans la lutte.



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 23 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Austérité en Belgique :

La nouvelle offensive du gouvernement dans sa guerre sociale contre les travailleurs

Deux ans après l'AIP imposant l'austérité salariale, et un an après la formation du gouvernement Di Rupo et ses 11 milliards de coupes budgétaires, la guerre sociale s'approfondit. Les mesures décidées en décembre 2011 ont commencé à être appliquées, bien sûr juste après les élections communales : des allocations-chômage réduites et des radiations massives de chômeurs, le non-remboursement d'une série de soins et médicaments, et la limitation d'accès à la prépension... Et les prochaines offensives s'organisent.

Un AIP qui veut enterrer l'index

Le patronat et les directions syndicales ont commencé à se réunir secrètement au sein du Groupe des Dix, organisme réunissant pour moitié des représentants patronaux, et pour l'autre des dirigeants syndicaux, pour négocier le prochain Accord Inter-Professionnel. L'index, déjà biaisé par l'absence des combustibles et la grave sous-valorisation du coût du logement, est sur la sellette. On parle quasi certainement d'un saut d'index, les salaires ne suivront pas l'inflation lors de sa prochaine hausse ! Anne Demelenne

(FGTB) et Claude Rolin (CSC) poursuivent donc la même stratégie suicidaire : négocier sans aucun rapport de force, sans mobilisation et sans cahier de revendications construit à la base.

4 milliards de réductions de budget supplémentaires

Le gouvernement poursuit par ailleurs ses coupes budgétaires, approfondissant la destruction des droits sociaux, augmentant la fiscalité sans toucher quasi en rien aux revenus du capital. Mais les budgets communautaires sont également asséchés : du peigne on est passé à la tondeuse. Cette année en communauté française c'est 22 millions de nouvelles dépenses pour l'école qui ne seront pas appliquées, et aucune réserve pour la négociation sectorielle à venir !

Et encore 3 milliards d'argent public pour une banque « pourrie »

Au même moment, le gouvernement annonce à grand bruit qu'il va recapitaliser Dexia. Cette « mauvaise banque » ne détenant quasi que des emprunts pourris déjà a été « sauvée » plusieurs fois pour plus de 10 milliards d'euros.

De plus, l'État belge se porte garant pour 60 % du risque de la banque, soit entre 50 et 90 milliards d'euros suivant les estimations. Aujourd'hui, la ligne de communication du gouvernement et de ses médias est unanime : il faut injecter immédiatement de l'argent frais pour éviter d'avoir à payer la garantie. Or cette recapitalisation ne change rien au fait que Dexia ne détienne quasi que des actifs toxiques. C'est reporter le problème à plus tard, et laisser pendre sur les comptes de l'État une épée de Damoclès représentant plus de la moitié du budget fédéral.

Briser le cercle vicieux de la dette

Les « plans de sauvetages » successifs des banques ne font qu'approfondir l'endettement public, aujourd'hui représentant plus de 95 % du PIB alors qu'elle était seulement à 84 % en 2007. Avec le prétexte de rembourser cette dette totalement illégitime, le gouvernement du PS Elio Di Rupo n'a qu'une seule réponse : faire contribuer tous les travailleurs de Belgique en poursuivant la destruction des droits sociaux. À nous de rompre la spirale de la dette.

Une place d'accueil pour tous : des sous pour nos p'tits bouts !

La FGTB et les Femmes Prévoyantes Socialistes ont mené de juin à fin octobre une campagne pour dénoncer le manque de places d'accueil pour la petite enfance en Wallonie et à Bruxelles. Une pétition de 8000 signatures a été remise à l'Union des Villes et Commune de Bruxelles et de Wallonie. Nous saluons cette initiative qui souligne bien qu'avoir une place d'accueil ne doit pas être un combat mais devrait être un droit pour développer l'accès des femmes au marché du travail. **Les pouvoirs publics doivent investir massivement dans la création de crèches publiques et accessibles à tous !**

La campagne exige également un accueil de qualité insistant sur l'harmonisation des formations. Il faut effectivement réformer et revaloriser la formation dans ce secteur. Cependant, **la qualité de l'accueil dépend également fortement des conditions de travail du personnel de crèche et des accueillantes à domiciles.** Ces dernières n'ont toujours pas un véritable statut de travailleuses, ce qui ne leur ouvre pas de droit au chômage, par exemple,

et sont obligée d'accueillir les enfants durant 10h par jour! Les salaires de travailleurs du secteur (accueillantes et puéricultrices) est un des plus bas du marché du travail ! De plus le personnel doit travailler avec des normes officielles de l'O.N.E. ¹ d'une puéricultrice pour 7 enfants ! Dans ces conditions, il est difficile d'offrir un accueil de qualité : imaginer 7 bébés pleurant en même temps à l'heure du dîner !

Il est nécessaire de poursuivre et développer cette campagne mais en y revendiquant également l'amélioration des conditions de travail des travailleur-euses du secteur en commençant par une augmentation du salaire, un véritable statut pour les accueillantes d'enfants et un engagement de personnel supplémentaire dans les crèches ! Pour cela, il est nécessaire de revendiquer ensemble plus de budget pour le secteur de la petite enfance !

¹ Office de la Naissance et de l'Enfance

Renault-Vilvorde, Sabena, Ford-Genk...

Brisons la logique du capital

Lors de la fermeture de Renault-Vilvorde, décidée le 27 février 1997, le Premier ministre Dehaene clamait que « c'était inadmissible » et le ministre-président flamand Van den Brande convoquait Louis Schweitzer, président de Renault, pour lui affirmer que « c'était illégal ». Mais Dehaene termina ainsi : « on se trouve face à des structures de décision sur lesquelles nous n'avons pas d'accès direct », et Van den Brande précisa que « ni lui, ni le gouvernement fédéral n'étaient en mesure d'empêcher le choix que fait une entreprise privée ».1

Les travailleurs, par contre, arrêtaient l'usine dès le lendemain et bloquaient les voies de sortie, aussi bien pour les milliers de voitures assemblées que pour les machines. **Une semaine plus tard, toutes les usines Renault d'Europe étaient en grève, la première « grève européenne » !** Ils exigeaient, simplement, que Renault reste ouvert : « Renault open! » Mais la direction syndicale canalisa le mécontentement vers une marche, le 16 mars, « pour une Europe sociale et pour l'emploi ». Les travailleurs de Renault, avec leur banderole « Renault open », y seront accompagnés de 100.000 personnes ! Toutefois, le 26

mai, les représentants syndicaux se résignent : « Notre première priorité est maintenant d'exiger un bon accompagnement. » Une « victoire » est revendiquée : la « Loi Renault ». Dorénavant les entreprises peuvent bien fermer, mais elles doivent en déclarer « l'intention » via un « préavis de fermeture ».2

En novembre 2001, la faillite de la Sabena est décrétée. Cette fois, il ne faut que trois jours pour que Freddy Tack, secrétaire CGSP-Aviation, déclare : « pour ma part je veux faire démarrer la nouvelle compagnie le plus vite possible »3... avec une réduction du « coût salarial » de 34 % pour les pilotes et de 40 % pour le personnel de cabine.4 C'est ainsi que les barons belges de la finance héritèrent d'un patrimoine vieux

de trois quarts de siècle pour fonder Brussels Airlines.

Aujourd'hui c'est la multinationale Ford qui prend les décisions en Belgique. Di Rupo est fier d'avoir obtenu, cette fois, que le préavis de fermeture ait été respecté, même s'il comprend que « c'est un coup dur pour l'économie belge ». Et Kris Peeters est d'emblée convaincu qu'il s'agit maintenant de « limiter les dégâts ».5

La FGTB, pour sa part, « s'indigne du comportement irresponsable de la direction de Ford » et « déplore les quelques 10.000 victimes ». Tout comme lors de la fermeture de Renault, les syndicats ont organisé une marche, une « Marche pour le futur », ce dimanche 11 novembre, en collaboration avec la ville de Genk.6



Entre 20 et 30.000 travailleur(e)s se sont rassemblés dans un beau mouvement de solidarité aux côtés des travailleurs licenciés et de leurs familles, pour exprimer leur désaccord avec la fermeture... mais il n'y eut rien de plus. Les organisateurs évitèrent soigneusement de passer devant l'usine. Il la firent terminer sur l'ancien site minier, comme si l'on assistait à un enterrement... ce que la marche fut réellement. La date même avait été choisie pour isoler complètement ce mouvement de la grande mobilisation européenne du 14 novembre, où de nombreux secteurs métallurgiques européens étaient en action, voire même en grève.

Qui décide sur les grands enjeux de société en Belgique ? Qui décide sur l'emploi, sur la production, sur l'économie ? Ce qui est clair, c'est que le gouvernement est « soumis aux règles » des multinationales et de l'oligarchie financière, et non aux besoins les plus élémentaires des 99% de la population, qui nécessitent un emploi, un salaire de quoi vivre et non survivre. Même une banque comme Dexia, aujourd'hui propriété exclusive de l'Etat belge, devrait être gérée selon les intérêts « du marché », c'est-à-dire de l'oligarchie financière.

Aux travailleurs de s'organiser pour briser cette logique du capital. Si Ford ne veut plus de son usine, Genk pourrait avoir un avenir si nous

repreions l'usine et la nationalisons sous contrôle ouvrier. Malheureusement, les sommets syndicaux ne l'entendent pas de cette oreille. En fin de compte, ces dirigeants se soucient davantage de soutenir le gouvernement en maintenant « la paix sociale » avec nos ennemis de classe et en évitant « les débordements »... Seule une lutte internationale peut nous conduire vers une autre société, une société

où les travailleurs décideront de leur futur et non plus le capital industriel et financier. La mobilisation européenne du 14 novembre nous montre la voie à suivre !

**Interdisons les fermetures d'entreprises qui font des bénéficiaires !
Nationalisons les grandes entreprises sous contrôle ouvrier !**

- 1 Presse Internationale n°4, mars 1997.
- 2 Roger Van den Heule, Sluizing Renault (Renault Industrie Belgique) Getuigenis van een sociaal bemiddelaar.
- 3 La Libre Belgique, 10.11.2001
- 4 <http://www.socialisme.be/psl/blad/66/sabena3.html>
- 5 De Standaard, 24.10.2012
- 6 Site FGTB, 5.11.2012

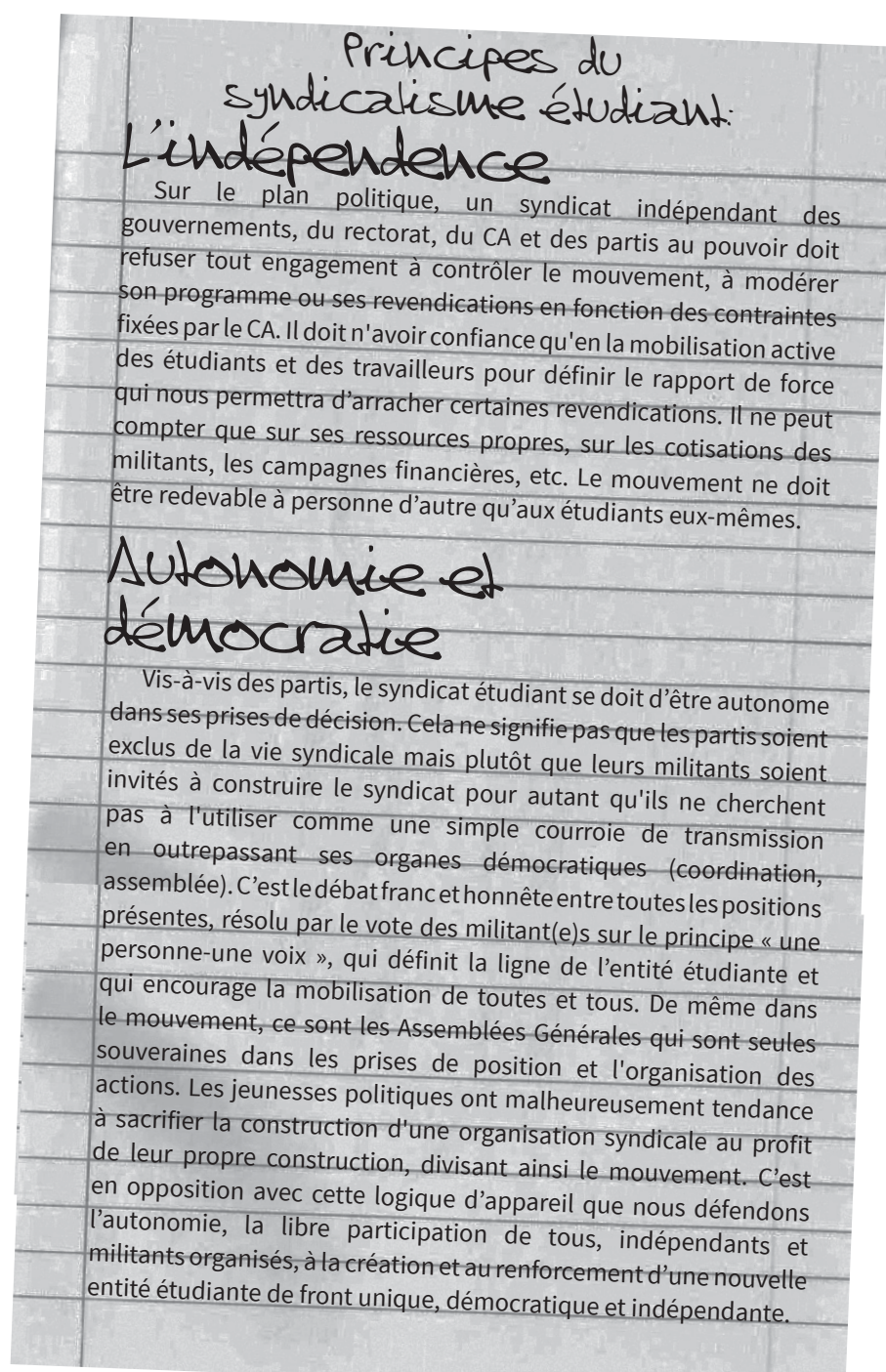
Belgique: De quel syndicalisme étudiant avons-nous besoin ?

Avec la crise et l'austérité, la condition étudiante est de plus en plus précaire. A Bruxelles, l'ULB privatise le peu de logements publics existants, après les Resto U déjà aux mains de Sodexo. A Louvain-La-Neuve, l'UCL vend ses derniers terrains pour construire des kots de luxe et double le prix des restaurants universitaires pour les étudiants des hautes-écoles. Dans toute la Communauté française, à cause du manque de bourses d'études, le nombre d'étudiants jobistes ou émargeant au CPAS, sans compter ceux qui y sont refusés, ne cesse d'augmenter. L'université tend de plus en plus à s'élitiser, laissant sur le carreau les étudiants qu'elle ne souhaite pas voir accéder au master, dégradant les conditions d'études et de travail en premier cycle. Et les attaques ne sont pas terminées : le projet du Conseil des Recteurs Francophones est très clair, ça sera l'augmentation du minerval et l'imposition de l'examen d'entrée généralisé dans les années à venir.

La cogestion bureaucratique actuelle

Actuellement les Conseils étudiants de la Fédération des Étudiants Francophones (BEA, AGL, etc.) se présentent comme les représentants des étudiants. Ils siègent dans les instances de décision de l'université, dont le Conseil d'administration (CA). Le problème, c'est que la grande majorité des délégués étudiants qui y participent conçoivent ces Conseils comme des organes de cogestion. À force de partager la même table que le recteur, le président du CA et autres, ces délégués entrent en étroite collaboration avec eux et en viennent à penser qu'ils gèrent l'université à leurs côtés. Très vite, ils se limitent à un rôle de médiation et de négociation, délaissant les intérêts réels des étudiants et des travailleurs, détruisant ainsi toute démocratie de base dans le mouvement.

Nous pensons qu'une autre « représentation étudiante » est possible. Le délégué étudiant doit être, dans son auditoire, sa faculté, la référence pour le mouvement, informant et mobilisant les étudiants face aux enjeux universitaires et à la lutte sociale et politique en cours contre l'austérité. Les Conseils étudiants doivent servir d'outil d'organisation et de politisation, et non l'inverse comme c'est le cas aujourd'hui. Mais pour cela, ce nouveau syndicalisme étudiant, celui que les Étudiants FGTB sont en train de construire, doit se baser sur les principes d'indépendance, d'autonomie et de démocratie de base.



La grève générale :

Unir les travailleurs européens



Le 14 novembre, les travailleurs du Portugal, de la Grèce, de l'Italie et de l'Etat espagnol seront, pour la première fois dans l'histoire, face à une grève générale qui couvrira plusieurs pays européens. L'unité dans la lutte et dans les revendications des travailleurs européens est une nécessité impérieuse.

Alors que l'UE et chacun des gouvernements appliquent les mêmes mesures et un plan international dicté par les besoins des banques, l'unité internationale de la lutte des travailleurs devient plus que nécessaire pour les vaincre.

Dans tous les pays, le résultat des plans d'ajustement est clair : la dette publique a augmenté, le déficit n'a pas diminué, le chômage est monté en flèche et la crise continue de s'aggraver. Mais la politique des gouvernements reste la même : faire payer la crise par les travailleurs, avec des coupes budgétaires et des réductions de salaire.

Cette grève aura lieu quand les parlements du Portugal, de l'Espagne et de la Grèce approuvent les budgets pour l'année 2013, des budgets qui approfondissent honteusement les exigences de la Troïka – la Commission

Soutien à la grève du 14N, des syndicats brésiliens, en front commun..

**A bas les plans de coupes sociales de l'UE !
NON au pillage des travailleurs et du peuple
A bas la Troïka et ses gouvernements
La dette n'est pas la nôtre**

européenne (CE), la Banque centrale européenne (BCE) et le FMI – : toujours davantage de coupes dans la santé, l'éducation, les prestations sociales, les investissements...

En Grèce, la Troïka exige, en plus d'une nouvelle coupe brutale de 13 milliards dans le budget, une réforme du travail qui réduit le coût des licenciements. En Italie aussi, les coupes budgétaires vont de pair avec des réformes qui retirent des acquis historiques des travailleurs.

Tous les gouvernements annoncent... les mêmes mesures, en doses plus fortes : l'approfondissement de la catastrophe sociale et économique, résultat d'une politique au service des banquiers. C'est la continuité du pillage de nos pays pour remplir les poches des banques et des fonds d'investissement d'Allemagne, de France et des Etats-Unis.

Le Movimento Alternativa Socialista (MAS) au Portugal, Corriente Roja (CR) dans l'Etat espagnol et le Partito di Alternativa Comunista (PdAC) en Italie, les sections respectives de la Ligue Internationale des Travailleurs (LIT), seront sur la ligne de front dans la préparation de la grève, coude à coude avec les militants du mouvement syndical et des jeunes.

En même temps, nous insistons auprès des militants sur le fait que **nous devons préparer la grève à partir de la base** et faire voter dans les assemblées

et les organismes les objectifs précis de notre lutte et la continuité de la mobilisation à l'échelle internationale.

Les mobilisations massives du 15 septembre au Portugal, contre les mesures du gouvernement de Pasos Coelho, ont eu lieu en dépit de la CGTP. Dans l'Etat espagnol, les innombrables manifestations du 19 juin, la grève générale du 26 septembre dans le Pays basque, la mobilisation du 25 septembre qui a bouclé le parlement, ainsi que les innombrables manifestations et grèves, ne cessent d'exiger cet appel à la grève générale. Si ce besoin impérieux a eu tant de retard, c'est à cause du refus de la bureaucratie syndicale de la Confédération européenne des syndicats (CES), et dans le cas de l'Italie, l'appel n'est que pour une grève de 4 heures.

L'unité de la classe ouvrière en lutte est l'arme pour mettre en échec la politique de l'UE et des gouvernements des banquiers, mais pour cela, la journée internationale de grèves et de mobilisations du 14 novembre ne peut pas en rester là ; le vote des budgets de la troïka, en Grèce, au Portugal et en Espagne, exige la continuité de la lutte pour éviter les coupes budgétaires.

Nous devons avoir des objectifs clairs pour la grève générale, et un programme.

La grève doit être le premier pas d'un plan de lutte qui doit s'inscrire dans la continuité, jusqu'à mettre en échec les plans d'austérité de la Troïka.

Les manifestations massives qui ont eu lieu pendant le mois de septembre ont dit à l'unisson : « *Basta !* » Et pour

Todo apoio à greve geral dos trabalhadores europeus

Total apoyo a la huelga general de los trabajadores europeos

We support the European workers' general strike



14 de novembro de 2012



la première fois au cours de cette crise, elles ont forcé un gouvernement, celui du Portugal, à reculer concernant la mesure qui allait transférer directement l'argent de la sécurité sociale aux banques et aux grandes entreprises. C'est une victoire importante de la mobilisation contre un gouvernement au service des banquiers.

Nous devons donc défendre, dans les assemblées, les manifestations et les coordinations des luttes, que la grève ne soit pas uniquement une simple protestation, mais beaucoup plus que cela, une arme puissante dans les mains des travailleurs et des peuples. Depuis les lieux de travail, d'étude ou de logement, nous devons organiser une grève générale forte le 14 novembre. Et alors que nous exigeons **le maintien de l'unité des travailleurs portugais, grecs, italiens et espagnols après le 14 novembre**, nous avons besoin d'une rencontre internationale pour définir les prochaines étapes de la lutte pour mettre fin aux coupes et pour abroger toutes les mesures d'attaques aux droits des travailleurs.



Depuis la base, dans les assemblées et les mobilisations, nous devons exiger un cahier minimal de revendications :

a) la fin des coupes budgétaires et la révocation des réformes du travail et des pensions ;

b) contre le paiement de la dette aux banquiers, et pour l'audit public de celle-ci.

Ce qu'il faut couper, c'est l'austérité !

Nous avons besoin d'un plan de sauvetage des travailleurs.

Les banquiers vivent du sang et de la sueur de millions de travailleurs, et ils grossissent ainsi leurs fortunes aux dépens des salaires et du budget. Et si tous les travailleurs savent qu'ils ont été gouvernés par de vrais criminels, ils doivent également savoir que la dette

est criminelle, la dette qui alimente les profits des banques en faillite alors que des millions de travailleurs sont poussés au chômage.

La lutte **contre le paiement de cette dette** qui n'est pas la nôtre, et l'abrogation de toutes les lois qui retirent des acquis historiques des travailleurs sont les principales mesures de **sauvetage des travailleurs et du peuple**.

Les cris de *Basta* (On en a mare !) dans les rues, contre les coupes, doivent maintenant s'étendre aux gouvernements des banquiers et de la Troïka ! A bas les gouvernements qui sauvent les banquiers !

Une petite poignée de capitalistes et de banquiers, moins de 1 % de la population, sont au pouvoir, contre la majorité, pour piller les travailleurs et le peuple, causant un appauvrissement catastrophique au profit de leurs bénéfices astronomiques. Pour mettre en œuvre un plan de sauvetage des travailleurs, nous avons besoin de l'unité des travailleurs et des peuples d'Europe en disant : **NON à l'Union européenne du capital, pour une Europe socialiste des travailleurs et des peuples**.

Il est temps de construire des organisations qui défendent sans hésitation que ce sont les capitalistes qui doivent payer la crise et que les travailleurs européens doivent s'unir dans une lutte contre l'Europe du capital.

Dans ce projet, les sections de la LIT s'engagent.

Novembre 2012



Vive la lutte internationale des travailleurs !

Movimento Alternativa Socialista (MAS – Portugal)

Partito di Alternativa Comunista (PdAC – Italie)

Corriente Roja (CR – Etat espagnol)

Ligue Internationale des travailleurs – QI

www.litci.org



La gauche, face aux conflits salariaux au sein des forces armées et de sécurité



Début octobre 2012, un conflit salarial a opposé les sous-officiers et la base de la police militarisée des frontières et de la police des ports au gouvernement argentin de Cristina Kirchner et aux sommets de ces forces armées. Ce conflit a donné lieu à une polémique dans la gauche, concernant la politique des révolutionnaires, face à un tel événement. Voici un extrait d'une déclaration de la LIT à ce sujet, et dont le texte complet peut être consulté sur notre site, www.lct-cwb.be (LIT-QI / Déclarations / 15 octobre 2012).

[...] Le débat avec la gauche en Argentine et en Amérique latine se résume dans la question suivante : de quel côté se situent les partis qui se considèrent comme révolutionnaires dans un conflit de cette nature ? Il n'y a que deux alternatives concrètes en réalité : nous sommes avec la base des soldats ou des policiers et avec les officiers subalternes, contre les hauts sommets militaires et les différents gouvernements capitalistes, ou nous sommes avec les gouvernements [...] et les sommets, contre les réclamations des secteurs insubordonnés, et en faveur de la répression contre ceux-ci.

La position de la LIT-QI est la première. Et nous avons cette position parce que nous suivons la politique traditionnelle de Lénine qui proposait de « promouvoir la lutte des classes » au sein des forces armées capitalistes, avec la perspective de la victoire de l'insurrection ouvrière et socialiste. Cela implique de tirer un avantage des profondes contradictions sociales qui existent au sein de ces institutions et d'avoir une politique pour opposer la base et les officiers subalternes au sommet des officiers supérieurs des forces armées et à l'Etat bourgeois, à travers un programme de revendications concrètes visant à diviser les forces de répression, gagnant ainsi un secteur à la révolution pour combattre l'autre. Cette politique n'est pas destinée à « réformer » ces « détachements armés » de l'Etat bourgeois, mais à les détruire.

La politique léniniste-trotskyiste a été appliquée avec succès entre février et octobre 1917, quand des millions de soldats mobilisés par les gouvernements capitalistes russes dans

la Première Guerre mondiale se sont rebellés, ont rompu la chaîne de commandement, se sont organisés et ont participé aux soviets (les conseils de députés des ouvriers, des paysans et des soldats). Lénine et Trotsky étaient d'accord que cette politique a été cruciale pour la victoire de la Révolution d'octobre de 1917. La politique appliquée par la LIT-QI et récemment par le PSTU (A), de soutenir ces conflits au sein des forces répressives, est guidée par cette tradition léniniste.

Une position pacifiste, camouflée par un langage « radical »

En Argentine, le Nouveau MAS et le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) ont pris position contre la lutte des policiers des frontières et des ports. [...]

Le PTS affirme – et le Nouveau MAS avance des arguments similaires – que la politique léniniste n'est pas d'application dans ce cas, ne pouvant être appliquée que si les deux conditions suivantes se vérifient.

a) « Il doit s'agir d'une armée de conscrits, recrutés en masse dans les classes exploitées, comme cela arrive souvent en temps de guerre, où il faut avancer un programme qui reprend les revendications économiques et politiques de la troupe. »

La politique léniniste ne serait donc pas d'application pour les armées professionnelles (de salariés) ou pour les forces de sécurité, qui font partie des institutions de l'Etat bourgeois, avec discipline militaire, et dont la fonction est de réprimer les travailleurs. [...] Tout conflit en leur sein pour une hausse des salaires ou pour des conditions de travail serait réactionnaire parce que, finalement, il viserait à améliorer les

conditions de vie des répresseurs. Ils vont réprimer davantage dans la mesure où ils gagnent plus. Il faudrait donc être contre eux. [...]

b) « Ce n'est que dans une situation de crise grave du pouvoir de l'Etat et d'augmentation généralisée de la lutte des classes que le fait qu'une partie de la base sociale populaire d'une force répressive "brise la chaîne de commandement" et retourne son arme pour se mettre du côté des travailleurs peut se produire, et cela, non pas à travers des mécanismes de la légalité de cette démocratie pour les riches ou par "conviction" pacifique, mais par une force matérielle : lorsque la classe ouvrière en lutte acquiert ses organismes d'autodéfense, son propre pouvoir armé, ses milices ouvrières. »

Autrement dit, la politique léniniste ne serait d'application que dans des situations révolutionnaires, avec un double pouvoir et des milices ouvrières armées. [...]

Des gardes prétoriennes ?

Pour avancer dans la discussion, nous partons d'un point où nous sommes d'accord avec le PTS et le Nouveau MAS. Les armées, notamment les professionnelles, et les forces de sécurité sont des « détachements armés » de l'Etat bourgeois, ayant comme fonction la répression des travailleurs et la défense de la propriété privée capitaliste. Cela signifie que, en tant qu'institutions, elles ne peuvent pas être « réformées » : la stratégie doit être de les détruire avec le pouvoir de la lutte de la classe ouvrière et de son expression dans le domaine militaire. Nous n'avons aucune illusion réformiste en



sens contraire. Ce n'est pas cela qui est en discussion.

La discussion concerne la politique pour détruire l'armée bourgeoise, une question qui englobe des faits tels que les grèves pour le salaire et la croissante syndicalisation de la police. [...] A un moment où ces forces de répression sont en train de se rebeller et de briser la chaîne de commandement bourgeoise, sachant qu'il leur est interdit de faire grève ou de se syndiquer, à un moment où elles mettent en cause l'ensemble de cette structure verticale au service de la défense de la propriété privée et contrôlée par les gouvernements bourgeois, dans ce cas celui de Cristina Kirchner, voilà à peu près ce que disent ces partis aux travailleurs et à la base elle-même de ces forces de répression : « *Soldats et sous-officiers, vous êtes et vous serez toujours les oppresseurs du peuple et les "chiens de garde" des riches, c'est votre rôle pour toujours... il n'y a donc pas de quoi mettre en question ce rôle, ni votre propre chaîne de commandement ; ne combattez pas vos officiers ni le gouvernement !* » [...] Un gendarme argentin ou un soldat de la police militaire brésilienne, qui reçoit un salaire de misère et vit dans un quartier pauvre, est-il logé à la même enseigne qu'un colonel ou un général qui gagne dix fois plus et vit dans les quartiers riches ? N'y a-t-il donc aucune contradiction de classe que nous, les révolutionnaires, nous pouvons exploiter en faveur de la destruction de cet appareil contre-révolutionnaire, pour préparer les conditions de la révolution socialiste ?

Uniquement lors de la révolution ?

Le second argument du PTS et du Nouveau MAS – qu'il s'agit d'une politique qui est uniquement d'application dans des situations révolutionnaires – ne représente pas seulement une capitulation au gouvernement de Cristina Kirchner et au haut commandement militaire ; il est également spontanéiste et pacifiste.

En abandonnant une politique permanente et préliminaire d'agitation et de propagande envers

« Les familles des gendarmes luttent pour leurs droits »

la base et les officiers subalternes de l'armée, laissant cela *pour quand la situation sera critique et révolutionnaire*, ces organisations tombent dans le spontanéisme. Si nous suivons cette approche, notre tâche serait de s'asseoir les bras croisés, spectateurs de ce genre de crises et de confrontations – souvent physiques – entre les soldats et leurs commandants et les gouvernements bourgeois, jusqu'à l'arrivée de la situation révolutionnaire genre Octobre russe. Cela n'a rien à voir avec, par exemple, l'orientation donnée par la Troisième Internationale, qui établissait, comme une des **21 conditions pour l'acceptation des partis** dans son sein, la suivante : « *Le devoir de propager les idées communistes implique la nécessité absolue de faire une propagande et une agitation systématique et persistante au sein des troupes.* » La politique qui consiste à ne pas faire de l'agitation et de la propagande envers les troupes ou la base de l'armée, avant que « ne sonne l'heure » d'une insurrection, est spontanéiste et ne peut qu'apporter des défaites au prolétariat dans une perspective stratégique.

La politique de ces organisations est pacifiste, puisqu'elle nie la lutte politique au sein de l'armée. Nous savons que, sans division des forces armées bourgeoises, il n'y a aucune possibilité de triomphe de la révolution socialiste ni de destruction des forces répressives. [...]

Soyons clairs. Ces organisations se reconfortent et tentent de justifier leur politique en parlant d'une situation future, de la situation révolutionnaire, d'un éventuel nouvel Octobre qui, aujourd'hui, n'existe pas dans la réalité. Ce qui a existé et continuera

probablement à exister, même sans une situation révolutionnaire, à cause de la crise capitaliste et l'incapacité de garantir de meilleurs salaires et conditions de travail à la base des forces de répression, ce sont des grèves comme celles des pompiers à Rio de Janeiro ou de la police des frontières et des ports en Argentine, ce sont des émeutes comme celles de l'Equateur, la formation de syndicats de policiers en Argentine ou l'appel de ces syndicats à se mobiliser avec les travailleurs. Dans ces procédés, il y a toujours une rupture de la « chaîne de commandement » (essentielle pour le fonctionnement de ces institutions), des insultes et des attaques contre les officiers, des occupations de casernes (comme ce fut le cas avec les pompiers de Rio de Janeiro), ainsi qu'une sévère répression et le châtimement des insubordonnés par le haut commandement.

Face à cette réalité – et non face à une situation encore inexistante –, les questions qui exigent une réponse sont simples. Est-il préférable, oui ou non, que ces secteurs se mobilisent et luttent contre l'Etat et les gouvernements capitalistes avec des méthodes de la classe ouvrière ? Les affrontements, au sein des forces répressives, de la base contre le sommet militaire, favorisent-elles les travailleurs ou renforcent-elles l'Etat bourgeois ? Vont-elles créer, oui ou non, de meilleures conditions dans la préparation d'une situation révolutionnaire et la destruction de ces institutions répressives ? Vaut-il mieux qu'elles triomphent ou qu'elles soient vaincues ? Pour nous, les réponses sont positives et c'est ce qui justifie notre politique de soutien à ces luttes. [...]



La Révolution russe

Il y a 95 ans, le 7 novembre 1917 (le 25 octobre dans l'ancien calendrier), les travailleurs russes, dirigés par le parti bolchevique, ont pris le pouvoir.

La situation était désespérée en Russie. Au cours des trois premières années de la Première Guerre mondiale, il y a eu environ 2 millions de morts et 5 millions de blessés. Les travailleurs et les paysans pauvres enduraient une misère croissante dans les villes et les villages, et une surexploitation dans les usines et à la campagne, alors qu'un secteur important de nobles, de bourgeois et de propriétaires fonciers s'enrichissait avec l'industrie de guerre, la spéculation et la corruption.

En février, un soulèvement ouvrier et populaire spontané avait renversé le tsar et avait imposé un gouvernement provisoire composé de bourgeois et de représentants des partis ouvriers.

A la chaleur de la lutte sont réapparus les soviets d'ouvriers et de paysans, qui avaient leur origine dans la révolution de 1905 et qui représentaient un double pouvoir. Les soviets étaient composés de délégués élus dans les usines et les villages de paysans, et tous les partis actifs parmi les travailleurs y étaient représentés : les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks, les

bolcheviks, les anarchistes et même les partis bourgeois, à condition qu'il y avait des secteurs de travailleurs pour les soutenir.

Le gouvernement provisoire ne donnait pas suite aux trois exigences principales de la révolution : la paix, le pain et la terre. La guerre continuait à semer la mort parmi les ouvriers et les paysans. La moitié des terres arables était toujours dans les mains de 30 000 propriétaires fonciers, et le reste devait nourrir 50 millions d'agriculteurs et leurs familles. La famine sévissait toujours dans les villes. C'est cette réalité qui donnait raison à la politique du parti bolchevique (dirigé par Lénine et Trotsky), et le 7 novembre, les soviets ont renversé le gouvernement provisoire et constitué un nouveau pouvoir.

Le pouvoir ouvrier

Le gouvernement d'ouvriers et de paysans, soutenu par les soviets, a immédiatement appelé toutes les nations belligérantes et leurs gouvernements à négocier une paix juste, démocratique, sans annexions ni indemnités. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont accepté de négocier. La France, l'Angleterre et les Etats-Unis, alliés de la Russie jusque-là, ont menacé de déclarer la guerre à ce pays, à cause du fait de

négocier une paix séparément. Six mois plus tard, et après avoir enduré une attaque allemande avec occupation de la Finlande, la Russie a signé la paix et les soldats sont rentrés chez eux.

Le nouveau régime soviétique a exproprié les biens des propriétaires fonciers, des monastères, des églises, etc., et les a attribués aux soviets de paysans. Il a imposé le contrôle ouvrier dans les usines et a exproprié celles-ci l'année suivante.

Il a promulgué la « Déclaration des droits des peuples de Russie », qui stipulait :

- 1 - L'égalité et la souveraineté des peuples ;
- 2 - Le droit des peuples à disposer de leur destin, y compris la séparation pour former des Etats indépendants ;
- 3 - L'abolition de tous les privilèges nationaux et religieux.

La démocratie soviétique

C'était les travailleurs, à travers leurs organisations, les soviets, qui avaient dans leurs mains les rênes de la société et qui administraient les usines et la justice. Les fonctionnaires occupaient leur poste pour un temps déterminé et leurs camarades avaient toute la liberté de les écarter. Ils avaient un salaire égal à celui d'un ouvrier qualifié. Alors



qu'une dictature impitoyable était exercée sur les exploités et leurs alliés des couches intermédiaires, les travailleurs jouissaient de la démocratie la plus large. Tous les partis et toutes les organisations reconnus par les soviets tenaient à leur disposition de l'encre et du papier pour imprimer leurs idées. La culture et l'art jouissaient d'une liberté et d'un développement sans précédent sous un autre régime. C'est ainsi que des artistes, comme la danseuse Isadora Duncan, s'approchaient de la Russie pour y développer leur art.

La femme aussi conquerrait sa liberté. Elle avait acquis l'égalité politique, syndicale et du travail. Elle commençait à être libérée du joug domestique. Le mariage civil et le divorce devenaient légaux. On commençait à mettre en place des crèches publiques, des cantines et des buanderies communautaires, etc., dans la mesure où les possibilités économiques du nouvel Etat le permettaient.

La longue nuit du stalinisme

Malgré les efforts des révolutionnaires qui, sous la direction de Lénine et de Trotsky, avaient fondé la IIIe Internationale comme organisation des travailleurs du monde pour vaincre l'impérialisme, la révolution européenne a échoué. Au cours des cinq années qui ont suivi le triomphe bolchevique de 1917, les révolutions allemande, italienne et hongroise ont été défaites. Le nouveau pouvoir ouvrier en Russie a enduré une guerre civile contre 14 armées, équipées par l'impérialisme. L'attaque a été mise en échec, mais au détriment de la vie des meilleurs cadres ouvriers.

Tout cela a causé la fatigue et la démoralisation et a permis qu'un secteur de la société, originaire des couches privilégiées de la classe ouvrière, la bureaucratie dirigée par Staline, ait pu s'emparer progressivement des rênes du pouvoir. Les travailleurs ont été dépossédés de leur pouvoir politique. La démocratie ouvrière a été remplacée par un régime dictatorial de terreur et l'Etat ouvrier a dégénéré. Pour ce faire, il leur a fallu détruire l'ancien parti bolchevique en assassinant ses principaux

dirigeants. La bureaucratie a commencé à s'octroyer des privilèges à partir de la gestion de l'Etat, et au cours des années, elle a détruit les grands acquis économiques qui restaient encore de la révolution.

La restauration capitaliste

Au milieu des années 1980, quand l'économie ouvrière avait déjà été détruite, la bureaucratie a commencé à promouvoir directement la restauration capitaliste.



Les masses, ensemble avec celles des Etats de l'Europe de l'Est, se sont mises à affronter les gouvernements totalitaires qui leur refusaient les libertés et qui avaient, de surcroît, commencé à attaquer leur niveau de vie avec des plans restauracionnistes.

Ces mobilisations ont mené à l'effondrement des régimes totalitaires en Russie et en Europe de l'Est. Mais elles n'ont pas pu inverser le processus de restauration, à cause de l'absence d'une direction révolutionnaire.

Aujourd'hui, il y a en Russie un Etat capitaliste, avec son économie basée sur la production de marchandises et le profit, intégré dans le marché mondial par ses relations commerciales et sa participation aux institutions (FMI, OMC, BIRD). Et ce retour du capitalisme

a apporté la prolifération du chômage, de la mendicité et de la prostitution, la destruction de la santé...

Pour avoir une idée de ce que représente la restauration et les conséquences de l'application minutieuse des plans impérialistes, il suffit de voir que, de 1991 à 1997, l'espérance de vie en Russie est tombée de 64 à 58 ans.

La lutte pour la prise du pouvoir est toujours d'actualité

Contrairement à ce que disent des gens comme le sous-commandant Marcos – pour qui « il ne s'agit pas de prendre le pouvoir, mais de le construire » – ou des théoriciens comme Holloway – qui assure que « les travailleurs peuvent résoudre leurs problèmes sans prendre le pouvoir » –, la révolution russe démontre, à la fois positivement (avec les acquis de la révolution) et négativement (avec les conséquences de la restauration), que la seule solution aux problèmes fondamentaux que nous avons comme travailleurs réside dans la lutte pour le pouvoir et la construction d'une direction révolutionnaire mondiale pour étendre la révolution et vaincre définitivement l'impérialisme.

A ceux qui nous disent que c'est une utopie, nous répondons que la révolution russe a montré que ce n'est pas vrai, et que par contre, c'est bel et

bien une utopie réactionnaire de penser que nous pouvons résoudre les problèmes des travailleurs sans détruire l'impérialisme et les Etats bourgeois nationaux qui mettent en œuvre ses plans.

L'autre chose que la révolution russe a montrée, c'est que pour s'emparer du pouvoir, il faut un parti, ouvrier, internationaliste, avec une grande démocratie interne, et hautement discipliné, qui se propose de mener cette lutte. Cet outil, nous ne l'avons pas aujourd'hui, et il n'y a donc pas de tâche plus importante que de le construire. Dans la LIT-QI et dans chacune de ses sections, nous nous mettons au service de cette tâche.

Alicia Sagra

Société intégrée et grève européenne

Des négociations pour calmer la base...

La longue série de rencontres avec le ministre Magnette n'a apporté aucune avancée mais elle fait bien son affaire. Le ministre prétend qu'il fait le maximum pour écouter les cheminots et déclare bruyamment que toute grève serait inadmissible alors que « des négociations sont en cours ». Mais jour après jour, sur le terrain, le service public se démantèle un petit peu plus.

Le plus scandaleux, c'est ce qui se passe du côté du sommet syndical. Pendant plus de deux mois, pas la moindre ébauche de compte-rendu de discussions n'a été transmise à la base. Pour justifier le report du préavis de grève de 48 h des 29 et 30 octobre, les représentants nationaux de la CGSP déclarèrent que « dans ce climat très tendu », il fallait une fois de plus « évaluer sereinement la situation et reprendre, à court terme... les négociations. »¹ C'est dans la presse que le tout nouveau Secrétaire Général néerlandophone, Jean-Pierre Goossens, joue cartes sur table : « En fait, le préavis sert principalement pour calmer la base. » Et au nom de son collègue, il ajoute : « Mon homologue wallon, Michel Abdissi, a expédié vendredi le préavis [de grève pour le 29-30/10] pour empêcher les actes sauvages, spontanés, afin de désamorcer les tensions de la base. »²

Alors que les cheminots avaient entamé un véritable bras de fer et imposé la grève du 3 octobre en front commun, cette force du mouvement a progressivement été canalisée dans ce processus de « négociations » volontairement floues et sans fin... « pour calmer la base » !

La base doit construire le rapport de force

Il y a urgence ! Cette expérience nous montre qu'il faut (re)construire un rapport de force pour contraindre le ministre et le gouvernement à revoir leur copie. Des propositions d'actions ont été faites, comme le blocage d'un nœud économique qui ferait mal : le port d'Anvers. Pour contrer le discours

selon lequel les cheminots prendraient les voyageurs en otage (alors que c'est le ministre qui veut détruire le chemin de fer), il faut réactiver les liens entre les syndicats et les usagers. Une bonne proposition de la base était d'organiser un grand débat public sur l'avenir du rail et l'intérêt d'une société intégrée, dans le hall d'une gare, précédé d'une campagne d'invitation massive. Une large diffusion de la pétition « pour une société ferroviaire intégrée et publique »³ serait aussi bénéfique.

Ces propositions d'actions doivent être discutées dans les assemblées syndicales. Et pour arracher des victoires dans cette lutte en défense du service public, il est fondamental que la base parvienne à exiger des négociateurs



plus de transparence, ce qui passe notamment par des rapports écrits, un minimum pour tout responsable syndical ! Dans le cas contraire, la base doit révoquer ces représentants, comme cela se doit dans toute organisation syndicale qui se respecte...

D'une lutte d'entreprise à une grève européenne

C'est une excellente nouvelle que la CGSP-Cheminots se mette en grève générale lors de la journée d'action européenne du 14 novembre. La Fédération CGT des Cheminots (France) a elle aussi déposé un préavis de grève pour cette date, revendiquant notamment « un système ferroviaire réunifié, désendetté, s'appuyant sur une entreprise publique SNCF intégrée améliorant sa production en décloisonnant les activités. » La lutte contre la scission de la SNCB et pour la défense du service public

est un combat fondamentalement européen, qui s'inscrit pleinement dans la lutte contre les mesures d'austérité imposées par les gouvernements de l'Union européenne. A l'heure où la privatisation du rail s'opère selon le bon vouloir de la Troïka à l'échelle du continent, une réponse de la classe ouvrière, coordonnée à l'échelle internationale, est plus que jamais nécessaire.

Chez nous, la grève du 14 novembre n'est pas seulement une grève contre le ministre Magnette, c'est une grève contre l'ensemble du gouvernement Di Rupo, qui concocte à cet instant même de nouvelles coupes dans les dépenses sociales pour 2013, qui n'épargneront pas la SNCB...

Cette journée d'actions est pour la base l'occasion de prendre les devants et de rompre les cloisonnements qui nous étouffent à l'intérieur des structures syndicales, et ainsi de reconstituer les liens de solidarité et l'unité indispensable dans la lutte entre les différents secteurs. Loin d'affaiblir la lutte menée à l'échelle d'une entreprise, ces actions unitaires se renforcent mutuellement !

¹ Communiqué de presse CGSP-ACOD, 24/10/12

² Nieuwsblad, 23/10/2012

³ www.petitions24.net/pour_une_societe_ferroviaire_integree_et_publique

Abonnez-vous !

Par son auto-financement, notre journal **Presse Internationale** est 100% indépendant. Il se vend de main à main mais, pour le soutenir, vous pouvez aussi vous y abonner (en Belgique), au prix de

20 EUR pour 10 numéros

- Versez le montant sur le compte *Ligue Communiste des Travailleurs* N° 523-0416096-41 avec mention de votre nom et « Abonnement PI »
- Communiquez votre adresse postale, soit par e-mail à lct.cwb@gmail.com soit par la poste à J. Talpe Rue de l'Elan, 73 - Bte 10 1170 Watermael-Boitsfort

**Vive la société ferroviaire intégrée !
Vive les actions européennes du 14 novembre !**

